

## COMMÉMORATION DU 22<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE L'ASSASSINAT DE MOHAMED BOUDIAF

# Le carré des martyrs fermé à clé !

**Les Algériens qui sont venus se recueillir hier, sur la tombe de Mohamed Boudiaf, assassiné le 29 juin 1992, ont été surpris de voir le carré des martyrs où repose le défunt fermé à clé. Madjid, le fils de Slimane Amirat, qui voulait coûte que coûte y accéder, a failli être embarqué par la police.**

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)** - Dimanche, 29 juin 2014. Cimetière El Alia. Il est 9h30. Les fidèles à la mémoire de feu Mohamed Boudiaf commencent à affluer. Pour la plupart, ils ne l'ont pas connu personnellement. Mais comme le souligne Lila Oussadit, une citoyenne présente sur les lieux : «Le fait de l'avoir eu comme président pendant six mois, nous avons eu un brin d'espoir.»

Des membres du mouvement Barakat, et des militants du MDS, ne tarderont pas à arriver. Les agents des renseignements généraux de la police aussi. Leur nombre avec ceux

déjà présents sur place en uniforme dépasse de loin ceux venus commémorer le 22<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat de Mohamed Boudiaf. Un des commémorateurs ironise : «J'espère qu'ils ne nous ont pas pris pour des émeutiers !»

Il est 10h, soit l'heure convenue pour le recueillement, mais il se trouve que le carré des martyrs où repose le défunt est fermé à clé. Un grand cadenas verrouille le portail qui enferme la mémoire des martyrs de la Révolution populaire algérienne.

«Ça doit être soumis à une autorisation administrative», ironise un autre commémorateur. Selon les agents de sécurité du cimetière, un de leurs collègues, chargé de l'entretien du carré des martyrs est rentré chez lui, en prenant la clé dans sa poche.

Les fidèles à la mémoire de Mohamed Boudiaf ne sont pas là pour croire à ce «genre de sottises». Lakhdar Bensaïd, secrétaire général de la Coordination nationale des enfants de Chouhada, est le premier à se révolter : «Faites-nous sortir la clé, sans quoi je



Mohamed Boudiaf.

force le portail ». Ebahi, Cheikh Tayeb Taâlibi, dit Si Allal, compagnon de lutte de Mohamed Boudiaf, d'avant et après l'indépendance, assiste sans voix à cette scène inattendue.

Lui qui en a pourtant vu dans sa vie, pour avoir été mis en 1963, entre les mains du «tortionnaire Hamadache, directeur de la police spéciale de Ben Bella», témoigne-t-il, n'a rien compris à ce geste.

Finalement, les commémorateurs dont on compte parmi eux, Brahim Ould Mohamed, membre fondateur du FFS, et ancien condamné à mort par contumace par le tribunal révolutionnaire d'Oran, en 1963, se résignent à réciter la Fatiha, à

l'extérieur du carré des martyrs.

Madjid, le fils de feu Slimane Amirat, qui s'est éteint trois jours après l'assassinat de Mohamed Boudiaf, les stoppe d'un geste brusque et se dirige vers le portail du carré des martyrs pour le forcer. «Pas question, depuis quand on emprisonne les morts, je me recueillerai sur sa tombe coûte que coûte», lâche-t-il.

Un commissaire de police fonce droit sur lui et appelle ses collègues pour l'embarquer. C'est alors que la situation dégénère. Presque tout le monde se met devant le portail et autour de Madjid et l'officier de police. Le fils de Amirat ne se laisse pas faire : «Elle est où la

clé ? Aujourd'hui, vous nous avez empêchés de nous recueillir sur sa tombe, demain vous nous demanderez de l'effacer carrément de nos mémoires... là, vous avez vraiment franchi les limites.» Sous la pression, la clé se pointe comme par enchantement. Un policier en civil, lance à haute voix, à un des organisateurs de l'événement, avant d'ouvrir la porte : «Faites seulement rentrer ceux que vous connaissez.»

Visiblement, la police ne voulait pas des membres du mouvement Barakat et des militants du MDS à l'intérieur du carré des martyrs.

Ce à quoi Kader Affak, militant du Mouvement démocratique et social, rétorque : «Voici ma carte nationale et je crois que tous ceux qui ont ici ce document ont le droit d'y accéder. Cette carte d'identité représente ce monsieur que nous allons nous recueillir sur sa tombe et ce monsieur est notre père à tous...».

Les fidèles à la mémoire de Mohamed Boudiaf obtiennent gain de cause. La Fatiha sera récitée à l'intérieur du carré des martyrs et Si Allal aura pour fin mot de l'histoire, en se recueillant sur la tombe de son ami de toujours : «Depuis que la France est partie, nous avons eu pour seul droit la nationalité algérienne.»

M. M.

### AFFAIRE DROUKDEL ET CONSORTS

## Le procès encore une fois reporté

Encore un énième report du procès du terroriste Droukdel Abdelmalek et de 19 autres présumés terroristes, accusés d'assassinats et de rapt avec demande de rançon.

Le procès, qui devait se dérouler, hier dimanche a été encore une fois ajourné, faute de présence des avocats des trois prévenus, Chrik Mhamed, Oualid Khaled et Touati Athmane, en état d'arrestation, les 17 autres étant en fuite.

Une absence de la défense visiblement «volontaire» puisqu'un des avocats des trois détenus, celui de Athmane Touati, avait plaidé quelques minutes auparavant dans une autre affaire.

Ce qui n'a pas échappé au président du tribunal, Omar Belkherchi qui a fait remarquer la « chose », se permettant même une dérision : «Visiblement vous traînez volontiers ce procès», a-t-il dit aux prévenus.

Remontrance à laquelle Athmane Touati, alias Abou El Abbas, a répliqué en affirmant que cela ne l'intéressait pas et que l'absence ou la présence de son avocat ne dépendait pas de lui.

Suite à quoi le président du tribunal a décidé de reporter le procès avec, précisera-t-il, la constitution d'office d'avocats pour les trois prévenus, accusés d'avoir participé à plusieurs attentats terroristes faisant des victimes parmi les membres de l'Armée nationale populaire (ANP) et de la Gendarmerie nationale à Tizi-Ouzou et Boumerdès.

M. K.

## ELLE DIT NE PAS COMPRENDRE LES TENTATIVES DE NOIRCIR LE TABLEAU

# Hanoune pas d'accord avec Hamrouche

**La secrétaire générale du Parti des travailleurs ne partage pas la même analyse que celle de Mouloud Hamrouche au sujet de la situation qui prévaut en Algérie. Hanoune se dit étonnée des tentatives de l'ex-chef du gouvernement de noircir le tableau affirmant que ce dernier portait en partie la responsabilité de la décennie noire.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Louisa Hanoune n'est point d'accord avec Mouloud Hamrouche. Elle s'est dite hier étonnée de voir d'anciens responsables se proclamer de l'opposition après avoir quitté le pouvoir et avoue ne pas comprendre pourquoi Hamrouche analyse la situation politique et économique de l'Algérie avec autant de pessimisme au moment où, dit-elle, des responsables étrangers dont ceux du FMI évoquent l'«exception» Algérie en matière de stabilité.

La première responsable du PT est cependant sur la même longueur d'onde que Ahmed

Ouyahia. Reçue par ce dernier dans le cadre des consultations au sujet de la Constitution, Louisa Hanoune dit être tombée d'accord avec Ouyahia sur plusieurs points.

Elle dit avoir décelé chez ce dernier une véritable volonté d'ouverture. Hanoune lui a présenté les cinquante propositions du parti en plus des 22 amendements que le parti juge opportun d'introduire sur les propositions faites par la commission. Il s'agit notamment de l'article 81 bis qui donne la possibilité au président élu de transférer ses prérogatives à son Premier ministre.

Un article qui selon Hanoune doit être supprimé car elle y voit une confiscation de la volonté populaire. Ouyahia, dit-elle, partage la même analyse à ce sujet. Idem pour le préambule pour lequel Hanoune préfère voir évoquer la culture de la paix plutôt qu'une constitutionnalisation de la réconciliation nationale qui est le fruit d'une conjoncture particulière.

Le Parti des travailleurs a également proposé de consigner le principe de la non-ingérence



Hanoune sur la même longueur d'onde que Ouyahia.

dans les affaires internes des pays et l'interdiction formelle à l'armée nationale d'intervenir en dehors des frontières.

Même si elle avoue ne pas connaître le sort qui sera réservé aux propositions faites, elle affirme que son parti ne pouvait rester en dehors de ce processus qui, selon le PT, devrait aboutir à l'organisation d'élections législa-

tives anticipées. Le Parti des travailleurs compte vulgariser ses propositions en menant campagne auprès de larges pans de la société.

Ces mêmes propositions seront également débattues lors de l'université d'été qu'organisera le parti les 18, 19 et 20 juillet prochains.

N. I.